

Allocution du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest, Saïd Djinnit, à l'ouverture du Séminaire de haut niveau d'experts de la société civile sur la paix et la stabilité au sein l'Union du Fleuve Mano.

Abidjan, 26 mars 2012

Excellence Monsieur Daniel Kablan Duncan, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères de la Côte d'Ivoire,
Madame la Représentante d'OSIWA
Monsieur le représentant de l'Opération des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire
Monsieur le Représentant de l'Union du Fleuve Mano
Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile de l'Union du Fleuve Mano

Je voudrais à l'entame de mes propos, saluer votre présence parmi nous, Monsieur le Ministre d'État, et me féliciter de l'engagement des autorités ivoiriennes à soutenir les efforts de l'Union du Fleuve Mano et de la CEDEAO, en faveur de l'intégration, de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest, et en particulier dans la région du Fleuve Mano.

L'organisation de ce séminaire à Abidjan, dans une Côte d'Ivoire récemment sortie d'une longue crise est une autre manifestation du rôle moteur que ce pays a recouvré dans la sous-région tant sur le plan économique, politique que celui de la paix et de la stabilité.

L'élection du Président Alassane Dramane Ouattara à la présidence en exercice de la CEDEAO, le mois dernier, est une preuve de plus de cette vision incarnée par le nouveau pouvoir ivoirien et de cette dynamique sous-régionale retrouvée.

En effet, qui aurait pu penser, il y a dix ans, que la Côte d'Ivoire sombrerait dans les abîmes de la guerre civile, de la division, de la violence intercommunautaire, pour aujourd'hui, au terme d'un processus électoral exemplaire, en dépit de la parenthèse malheureuse de la crise post-électorale, se retrouver, grâce à la volonté conjuguée du peuple, de la classe politique, et des partenaires régionaux et internationaux, sur la voie du redressement.

Qui aurait pensé, il y a encore six mois, que le modèle démocratique exemplaire incarné par le Mali, au cours des vingt dernières années, serait brutalement fragilisé par la résurgence d'un conflit armé au Nord, puis très malheureusement interrompu par un coup d'état.

Paradoxalement, et alors que l'on s'attendait à un processus électoral à haut risque au Sénégal, qui aurait pu penser que le peuple, véritable détenteur de la légitimité démocratique, en fin de compte, trancherait de façon si nette en faveur d'une alternance politique et pacifique, et ferait triompher de façon si éclatante les valeurs démocratiques.

Je pourrais encore citer le cas de la Guinée qui est parvenue difficilement à surmonter les démons de la division et du conflit ethnique qu'ont connu ses voisins et qui fait face encore aux défis du parachèvement du processus de transition vers une démocratie apaisée.

Si j'ai mentionné ces situations spécifiques dans la sous-région du Fleuve Mano et au-delà, c'est pour souligner la fragilité de la paix et de la stabilité dans la sous-région ouest-africaine. Mais c'est aussi pour noter que dans le même temps, ces pays portent en eux-mêmes les moyens de surmonter ces épreuves et ces défis.

Au-delà du rôle des gouvernements et des différentes parties prenantes aux crises dans la sous-région, la société civile a joué et doit continuer de jouer un rôle dynamique dans la promotion, la préservation et la consolidation de la paix et de la démocratie. En tant que responsable africain, je n'oublierai jamais le rôle clé joué par la société civile de la région du Fleuve Mano, notamment les femmes du Fleuve Mano, dans les efforts courageux déployés par les dirigeants de la sous-région dans le dénouement des conflits fratricides au Libéria et en Sierra Leone.

Il faut bien rester conscient de l'ampleur des défis à relever, afin de restaurer la stabilité dans la région du Bassin du Fleuve Mano, et plus largement dans l'ensemble régional CEDEAO. Une région qui, ces dernières années, fait face à des menaces multiformes. Depuis la crise au Sahel qui affecte la frontière Nord de la sous-région, jusqu'à la piraterie et l'instabilité transfrontalière sur la façade Atlantique, sans compter le phénomène rampant du terrorisme, du trafic illicite de drogue, du crime organisé, de la circulation d'armes légères, parmi tant d'autres.

Tous ces phénomènes ont en commun qu'ils tirent leur racine, et se développent, sur un terreau propice qu'est la pauvreté, la mauvaise répartition des richesses, le sous-emploi des jeunes, l'exclusion, en particulier celle dont sont victimes les femmes. Un terreau qui est rendu possible en raison d'une mauvaise gouvernance,

qui appelle au renforcement de la gouvernance démocratique à travers la consolidation des institutions nationales et qui interpelle la société civile dans son rôle de veille.

Pour répondre à ces défis, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'ouest est disposé à soutenir la CEDEAO dans ses efforts visant à appréhender les nouveaux défis à la paix et à la sécurité et à la stabilité en Afrique de l'ouest qui pourraient s'articuler autour de trois axes : le renforcement de la sécurité aux frontières dans les pays membres du Bassin du Fleuve Mano, en axant principalement l'attention sur la frontière Côte d'Ivoire-Liberia ; le renforcement des capacités des pays de la sous-région à faire face au crime maritime organisé, y compris la piraterie et le trafic de drogues ; et enfin la coordination d'une réponse concertée et intégrée à la crise multiforme qui affecte les pays de la zone sahélo-saharienne.

La société civile est amenée à jouer un rôle déterminant aux côtés des institutions gouvernementales, des partenaires au développement, et des organisations régionales et internationales, pour la construction et la consolidation d'une paix durable dans la sous-région.

C'est dans ce contexte que l'UNOWA, depuis sa création, a activement travaillé au renforcement des capacités de la société civile en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement dans la région du Fleuve Mano.

Je souhaite mentionner ici la contribution de l'UNOWA à la mise en œuvre du plan d'action régional sur les résolutions 1325 et 1820 ; l'adoption de la Déclaration de Praia sur les élections et la stabilité, en mai 2011, ou plus récemment l'adoption de la Déclaration de Bamako relative à la lutte contre l'impunité, en décembre dernier.

Je forme le vœu en conclusion que ce séminaire vous permettra de renforcer la dynamique d'appropriation des mécanismes que l'UNOWA, tout comme d'autres partenaires tels que OSIWA auxquels je tiens à rendre hommage, mettent à votre disposition pour renforcer la gouvernance, la démocratie et la stabilité dans le Fleuve Mano et en Afrique de l'ouest.

Je vous remercie.